

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. XCIV.

---

*Du Mercredi 30 Septembre 1789.*

*Séance du Lundi soir.*

O N avoit déjà décidé que la liste des graces, pensions & traitemens seroit imprimée avec les noms des pensionnaires & les motifs qui leurs avoient obtenu ces bienfaits & ces récompenses. Il s'est agit dans le commencement de la séance de l'exécution de cet arrêté. M. d'Ambli la réclamoit avec force, & il ajoutoit : « J'ai servi l'état avec honneur & intelligence pendant trois guerres ; mes cadets sont lieutenant-généraux, & je ne le suis pas, il est vrai, qu'ils ont été employés en temps de paix..... » On a demandé l'ajournement, il a été refusé ; on opposoit la dépense que cette impression devoit occasionner & on la présentoit comme étant aussi considérable qu'inutile.

On avoit distribué une note d'après laquelle on prétendoit qu'il en coûteroit 288000 livres, pour imprimer tout ce qui étoit relatif aux pensions ; c'étoit sans doute un calcul dérisoire, aussi effrayant, sans doute, que la liste

*Tom III.*

O

des pensions elle-même. Car une société typographique offroit l'impression gratuite sous la condition de vente exclusive des exemplaires ; M. Beaudoin ayant fait la même offre, il étoit naturel que l'imprimeur de l'assemblée nationale eût la préférence. L'impression a été ordonnée de plus fort ; ainsi la France entière connoîtra bientôt les graces nécessaires, les bienfaits utiles, les traitemens justes & les pensions qui sont le prix du service militaire, & les récompenses des services rendus à l'état. Il résultera de cette connoissance, devenue générale qu'à l'avenir il y aura du moins de la proportion entre les pensions & les services ; les libéralités & l'état du peuple, les graces & les besoins de l'état, on posera des limites à cette profusion ministérielle ; on tirera la source de ces graces ruineuses que la faveur sollicite, que la médiocrité en crédit usurpe sans cesse, ou que l'intrigue importune enlève au mérite obscur & aux talens modestes ou sans protection. C'est de la justice & de la mesure des récompenses publiques, que naîtra la plus salutaire émulation.

Les malheurs dont les juifs d'Alsace sont menacés dans quelques parties de cette province, étoient bien dignes d'occuper l'attention de l'assemblée nationale. On a fait lecture d'une lettre de Strasbourg, & d'une adresse du syndic des juifs de cette province, qui rapporte toutes les vexations qui en ont forcé une partie à se réfugier dans la Suisse ; c'est en vain qu'ils ont réclamé la protection des troupes ; on les a renvoyés aux municipalités, c'est-à-dire qu'ils sont demeurés sans secours.

« Il y a long-temps, a dit M. de Clermont-Tonnerre ; que la cause des juifs domiciliés en France est annoncée ; je me borne dans ce moment à demander qu'on empêche leur massacre, qu'on envoie en conséquence dans l'Alsace le décret sur la tranquillité publique, en autorisant



M. le président à écrire que les juifs sont compris dans les dispositions, & qu'il suffit d'être homme pour n'être pas égorgé. »

M. l'abbé Gregoire a appuyé cette demande avec son énergie ordinaire, en ajoutant qu'il falloit engager le pouvoir exécutif à employer toute sa force pour empêcher les horreurs dont on menaçoit les juifs.

Il a été arrêté unanimement que M. le président écrirait une lettre circulaire aux officiers publics de l'Alsace, pour leur dire que les juifs étoient sous la sauve-garde de la loi, & pour qu'il leur fût donné tous les secours nécessaires à leur sûreté; il est temps que la raison & l'humanité l'emportent sur des préjugés religieux, & des habitudes cruelles; c'est dans cet objet que nous nous empressons à publier la lettre écrite par M. le président.

*Versailles, le 28 septembre 1789.*

L'assemblée nationale, messieurs, instruite des dangers auxquels se trouvent exposés les juifs dans quelques parties de votre province, m'a chargé de vous mander qu'elle a déclaré leurs personnes & leurs biens sous la sauve-garde de la loi. Tous les officiers publics doivent interposer leur autorité pour les en faire jouir: elle m'a également chargé de réclamer en leur faveur la protection du roi.

Je vous prie, messieurs, de vouloir bien faire connoître cette disposition, & d'employer tous les moyens que vous inspireront votre patriotisme & votre humanité pour en assurer l'entière exécution.

J'ai l'honneur d'être, &c.

*Signé* MOUNIER.

On s'est occupé ensuite de la motion faite par M. de Gessé, au sujet de l'argenterie des églises. M. Treillard a

lu un projet d'arrêté qu'il a dit avoir été examiné & corrigé par MM. les archevêques d'Aix & de Paris ; on a long-temps débattu cette motion & cet arrêté. Plusieurs membres du clergé croyoient qu'il étoit dangereux, par rapport aux idées du peuple, de prendre ces objets consacrés à la divinité ; qu'il valoit mieux inviter les paroisses & les chapitres à fournir ce qu'ils trouveroient convenable.

Quelques membres des communes pensoient que ce moyen étoit insuffisant , quand même le décret seroit impératif & rigoureusement exécuté.

D'autres ajoutoient que c'étoit des petits moyens qu'un ministre peut employer ; mais qu'une nation toujours grande dans ses vues comme dans ses ressources doit dédaigner. Ne pourroit-on pas se contenter d'inviter les églises riches à contribuer à leur gré à la libération de l'état ? Ne pourroit-on pas encore leur donner des reconnoissances de l'argenterie dont elles feroient le sacrifice , avec un intérêt déterminé de cette somme au profit des paroisses ou des pauvres ? La question n'a pas été jugée ; elle a été renvoyée à la prochaine séance.

#### *Séance d'hier.*

La mention de la lettre des religieux de Saint-Martin-des-Champs a occasionné quelques discussions assez vives ; on demandoit la suppression d'une phrase du procès-verbal de lundi, conçue en ces termes :

» L'assemblée a accueilli avec satisfaction cette preuve de patriotisme. »

M. l'évêque de Clermont disoit qu'on ne pouvoit pas recevoir cet abandon , parce que les biens n'appartiennent pas aux religieux , & que d'ailleurs il y a des formes établies par la loi & à suivre dans de pareilles circonstances.



M. l'abbé de Barmont a dit que l'assemblée n'avoit pas accepté l'offre , qu'elle ne le pouvoit pas , & qu'il étoit loin de penser que ces biens appartiennent à la nation.

M. l'évêque de Nanci prétendoit , qu'il étoit impossible de qualifier de patriotisme un acte qu'il n'étoit pas permis aux religieux de faire , & que l'assemblée n'avoit pas accepté.

M. de Virieux ajoutoit qu'il falloit se renfermer dans les termes de l'impression de la lettre qui avoit été ordonnée.

M. le cardinal de la Rochefoucault a dit qu'il ignoroit ce qui s'étoit passé dans l'abbaye de Saint-Martin, mais que le supérieur général étoit à la porte de l'assemblée, & qu'il rendroit compte de ce qui étoit arrivé avec toutes les circonstances.

M. l'abbé Grégoire craignoit que cette expression vague du procès-verbal ne préjugât la grande question de la propriété des biens ecclésiastiques , & M. le Camus prouvoit qu'on ne peut pas recevoir l'abandon fait par une congrégation.

M. Plin a cru , au contraire , que l'offre que faisoient ces religieux de se réduire à 1500 liv. & de se vouer à l'éducation publique étoit une offrande très-patriotique dont on pouvoit faire mention. Il réclamoit que l'on s'occupât de la constitution & non de ces vains raisonnemens de forme & de rédaction.

M. Fréteau propoisoit une autre rédaction , & M. de Volnay vouloit que l'on attaquât de front les grandes questions de propriété & d'usufruit en cette matière. M. de Mirabeau a ramené la délibération à la question de fait dont il s'agissoit; *a-t-on applaudi ou non à la lettre des bénédictins ?*

On est allé aux voix à plusieurs reprises , parce que les premières épreuves ont paru douteuses. La majorité à conservé la rédaction qui dans le fond ne décide rien , & qui atteste seulement un fait assez indifférent.



M. Thouret a fait le rapport du comité de constitution sur les assemblées provinciales & municipales, avec autant de clarté que de précision. En général, le système de représentation, d'élection & d'administration qu'il a présenté, paroît bien lié dans toutes ses parties; il a été très-applaudi; mais ce n'est qu'avec beaucoup de réserve que nous rapporterons de mémoire les principales divisions de cet ouvrage intéressant dont l'assemblée a ordonné la plus prompte impression.

Les bases de la représentation seront en raison composées du territoire, de la population & de la contribution.

M. Thouret a fixé, 1<sup>o</sup>. *les bases territoriales*, sans suivre aucune des divisions actuelles du royaume, ecclésiastiques, militaires, administratives ou judiciaires, qui ne peuvent être conservées comme étant inégales & vicieuses.

La France sera partagée en 80 grandes parties ou départemens.

Chaque département sera de 324 lieues carrées, ou de 18 sur 18; Paris sera le centre, en s'éloignant de toutes parts jusqu'aux frontières.

Cette capitale & sa banlieue formeront un *département surnuméraire*; cette grande cité mérite bien cette faveur par son énorme population, sa forte contribution, & par une foule d'autres rapports.

Chaque département sera divisé en neuf districts ou communes de 36 lieues carrées, 6 lieues sur 6.

Ces communes seront au nombre de 720. Chacune sera divisée en 9 fractions invariables, appelées cantons de 4 lieues carrées; ainsi il y aura 6 mille 4 cents 80 cantons; bases personnelles ou de population.

Sur 26 millions de population, il a 4 millions 400 mille citoyens en état de voter aux assemblées primaires du canton.



Assemblée primaire établie à 600 votans ; deux assemblées s'il y a au moins 900 votans.

Trois bases de contribution.

Il est nécessaire d'avoir égard à la contribution pour rectifier la base territoriale ; l'égalité de territoire est apparente & fautive si elle n'est pas corrigée.

Les citoyens actifs pour l'assemblée devront être Français ou devenus Français, majeurs, domiciliés dans le canton au moins depuis un an, de contribution directe de la valeur locale de 3 journées de travail, & de condition non servile.

M. Thouret developpoit ensuite la formation des assemblées graduelles pour le corps législatif, & la formation des assemblées provinciales ou administratives. A la suite de ce plan chargé de détails, étoient dix-neuf articles rédigés pour régler la marche ultérieure du travail de l'assemblée. Nous en donnerons bientôt une notice exacte.

M. de Richier demandoit qu'il fût fait une carte suivant le nouveau projet de division de la France, pour être distribuée & examinée dans les bureaux.

M. Target a annoncé que cette carte, dans laquelle seront marquées les nouvelles divisions, sera soumise aux membres de l'assemblée, envoyée aux provinces, & corrigée d'après leur vœu. On suivra d'ailleurs, pour l'amélioration de ce plan, toutes les idées de bien public que chaque citoyen voudra communiquer.

M. Target a présenté ensuite, au nom du comité, une série de questions relatives à la constitution, & dont la décision étoit nécessaire au complément des articles déjà décrétés. On a accepté le plan de travail qu'il a remis sur le bureau. L'assemblée a sur-tout applaudi à cette partie de discours, où M. Target présentait en masse les travaux de l'assemblée nationale : c'est un morceau aussi vrai qu'important, & que l'on peut présenter avec la même sécurité aux

amis & ennemis du bien public , & des opérations de l'assemblée.

« Déjà vous avez prononcé , Messieurs , disoit-il , sur les grandes questions de la constitution française ; presque tous les droits de l'homme en société sont consacrés par vos décrets en dix-huit articles. Le pouvoir souverain de la nation , le gouvernement monarchique de la France , l'inviolabilité de la personne sacrée du roi , sont proclamés ; l'indivisibilité , l'hérédité de la couronne sont déclarés ; l'assemblée nationale sera permanente ; son unité est reconnue ; ses sessions seront annuelles ; chaque législature subsistera pendant deux ans ; elle sera renouvelée par une élection de la totalité de ses membres ; à l'assemblée nationale seule appartient le pouvoir législatif ; aucune loi ne sera reconnue en France , si elle n'est faite par les représentans de la nation , & sanctionnée par le monarque. Le consentement du roi sera nécessaire pour la validité des actes du corps législatif , mais le refus du consentement sera seulement suspensif , & si le même décret est représenté , la suspension cessera à la seconde des législatures qui suivront celle où le décret aura été proposé pour la première fois. Le pouvoir exécutif suprême reside exclusivement dans les mains du roi , c'est en son nom que s'exerce le pouvoir judiciaire , mais il ne peut être exercé ni par le corps législatif , ni par le roi. la justice doit être administrée par les tribunaux que la loi aura établis suivant les principes de la constitution. Les ordres du roi ne seront exécutés qu'autant qu'ils seront signés de sa main & contre-signés par un secrétaire d'état , ou par l'ordonnateur du département. Tous les ministres & agens de l'autorité sont responsables & de l'emploi des fonds , & de toute infraction aux lois.

« Voilà la carrière que vous avez parcourue , Messieurs ,



dans l'ordre des loix constitutionnelles; vous l'avez remplie en deux mois, car plus de deux autres mois avoient été consumés à créer votre auguste assemblée, en obtenant enfin la réunion des suffrages de tous les membres qui la composent, & il faut bien exciter avant d'agir.

« Ceux qui se rappellent cependant & cette célèbre nuit & tous les décrets qui l'ont suivie, & tant de délibérations sur les subsistances, & tant de délibérations sur l'impôt, & tant de travaux préparés par vos comités, relativement aux finances, à l'ordre judiciaire, aux matières ecclésiastiques & féodales, à la constitution & le nombre prodigieux d'objets de détail sur lesquels vous avez été obligés de diviser votre pensée; & les complots du despotisme ministériel qui ont suivi l'instant de votre réunion, & le courage, les efforts & le temps qu'il a fallu employer pour les vaincre, & les troubles sans nombre qui ont affligé le royaume, qui ont retardé votre marche, qui ont distrait votre attention, ceux-là certes, loin de se permettre de calomnier votre zèle, s'étonneront de la rapidité de votre course, & de l'immensité de vos travaux ».

Avant de prendre l'ordre du travail présenté par M. Target, M. Fremont a proposé, avec quelques modifications, de décréter l'article VI du rapport de M. Mounier, conçu en ces termes: « Les ministres & les autres agens de l'autorité, sont responsables de toutes les infractions qu'ils commettent envers les loix, quelques soient les ordres qu'ils aient reçus ».

Deux objets doivent être compris dans cet article, disoit M. Desmeuniers, le compte rendu des fonds des départemens, & la violation des loix. Il proposoit de dire: les ministres & les autres agens du pouvoir exécutif, sont responsables de l'emploi des fonds de leur dé-

partement, ainsi que de toutes les infractions qu'ils peuvent commettre envers les loix, quelques ordres qu'ils aient reçus ».

M. Guillaume a observé avec raison que cette rédaction, quoique très-sage, pouvoit être plus complète. » Si un ministre, a-t-il dit, avoit assez d'influence sur le roi pour lui faire adopter des conseils dangereux, il auroit aussi la prudence de surprendre des ordres signés par le prince ; & comme la personne de ce dernier est inviolable, l'impunité seroit évidente pour le ministre, il faut donc ajoûter à l'article, que les ordres donnés par le roi seront contresignés par un ministre ».

C'est ce qu'a développé plus fortement M. de la Rochefoucault, en rapportant le trait de prudence ministérielle dont Colbert avoit usé envers Louis XIV, après la condamnation de l'infortuné surintendant des finances ; Colbert dit à Louis XIV, que c'étoit au roi seul à gouverner les finances, & le roi signa les ordres en cette matière ; ce qui déchargea le ministre & le délivra des craintes que l'exemple de Fouquet pouvoit faire naître.

Les ministres ne seroient jamais responsables si les ordres du roi n'étoient pas signés par eux.

MM. Regnaud, Target, Reubel & Fréteau ont fait des observations sur la rédaction de l'article ; ce dernier desiroit que les ordres, *même en finances*, fussent contresignés par un secrétaire d'état ; mais M. Anson a distingué les divers ordres qui peuvent émaner du roi, & il a prouvé que cette idée tendroit à subordonner le ministre des finances au secrétaire d'état, & nuire ainsi au bien de l'administration.

M. le Berthon a appuyé l'avis de M. Fréteau : « Ce mot d'*acquit comptant*, est effroyable, disoit-il, en 1785 nous avons vu de ces acquits comptans passer 130 millions.



M. Fréteau a repris la parole pour substituer le mot *ordonnateur du département* à celui de *secrétaire d'état*, & il a étendu ses observations sur l'insuffisance des arrêts du conseil, dont on a accompagné le décret sur la libre circulation des grains, tandis qu'il falloit une déclaration solennelle qui inspireroit plus de respect aux peuples; mais comme cette motion particulière a été renvoyée à une autre séance, nous n'en parlerons pas davantage.

Ces précautions, a dit M. de Mirabeau, rendront un ministre plus attentif à apprendre son métier, dans lequel il n'y a pas de faute légère; la responsabilité & l'infliction des peines n'empêcheront pas que le métier du ministre manque jamais de candidats; il n'est pas mauvais que la tâche soit pénible & la perspective imposante, mais il faudra déclarer un jour si les ministres sont éligibles dans l'assemblée nationale. Comme cette question est incidente à l'article dont l'assemblée s'occupoit, nous ne finirons pas le développement que lui a donné M. de Mirabeau.

On est allé aux voix sur l'article important qui doit effrayer à jamais le despotisme ministériel, dans la déprédation des finances comme dans la violation des loix.

L'assemblée a adopté unanimement l'amendement proposé par M. Guillaume, & cet amendement joint à la rédaction de M. Desmeuniers a produit l'article suivant :

« Les ministres & les autres agens du pouvoir exécutif, sont responsables de l'emploi des fonds de leurs départemens, ainsi que de toutes les infractions qu'ils peuvent commettre envers les loix, quelques ordres qu'ils aient reçus. Aucun ordre du roi ne pourra être exécuté par sa majesté, & contresigné par un secrétaire d'état, ou par l'ordonnateur du département. »

M. le chevalier Alexandre de Lameth a proposé la nomination d'un comité militaire qui pût se concerter avec

le ministre de la guerre ; il a fondé cette motion sur ce que l'incertitude où l'armée est sur son sort, doit entraîner les plus grands inconvéniens ; qu'il importe essentiellement à la liberté publique que les bases de la constitution militaire soient établies par la nation ; que c'est à ses représentans à déterminer quel sera le nombre de troupes & quelles sommes sont destinées au département de la guerre ; que c'est encore à eux qu'il appartient d'assurer un avancement égal à tous les officiers, & d'améliorer le sort du soldat.

La multiplicité des objets dont l'assemblée étoit occupée dans ce moment, n'a fait regarder cette motion que comme une pierre d'attente précieuse, à laquelle on ne tardera pas de donner des suites.

### A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au quatre-vingt-dixième numéro, sont priés de renouveler, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 l. 10 s. franc de port dans tout le royaume. Le quatrième abonnement a commencé au quatre-vingt-onzième numéro, & finira au cent-vingtième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.